

Document

Des illusions parties très vite en fumée

(<http://www.voltairenet.org>)

1.08.11

par Pierre Khalaf

La tendance générale

Des illusions parties très vite en fumée

Après les révolutions tunisienne et égyptienne, certains ont caressé l'illusion qu'une offensive occidentale visant à réaménager le paysage géopolitique au Moyen-Orient et en Afrique du Nord avait commencé. Les États-Unis et leurs alliés atlantistes et arabes s'étaient effectivement lancés dans une vaste opération d'investissement politique et sécuritaire dans les manifestations qui ont secoué plusieurs pays arabes dans le but de produire des élites dirigeantes en coordination avec la Confrérie des Frères musulmans. Cependant, ces tentatives de récupération se sont soldées par un chaos généralisé, en dépit des gigantesques moyens mis en œuvre par l'Occident, notamment dans le plan de déstabilisation de la Libye et de la Syrie.

Il est manifeste qu'en Libye, l'Otan expérimente tous les jours son incapacité à faire pencher la balance en faveur des insurgés. Cette faiblesse s'est traduite par des divergences de plus en plus profondes entre les états-majors français et états-unien, qui commencent à apparaître publiquement. Par ailleurs, les dissensions internes dans les rangs des insurgés ont éclaté au grand et se sont illustrés par l'assassinat, dans des circonstances obscures, du chef militaire des rebelles, le général Abdel Fattah Younès. Quatre mois après le début de l'intervention militaire de l'Otan, les opérations s'enlisent et l'issue de la bataille est plus incertaine que jamais pour l'Occident et ses collaborateurs dans ce pays.

En Syrie, le vaste plan de déstabilisation et de subversion piétine, malgré les efforts désespérés de la machine médiatique arabo-occidentale visant à montrer le contraire. Le mouvement de contestation, noyauté et manipulé par des groupes extrémistes armés, ne présente aucune alternative crédible et encourageante au peuple syrien. Le soutien populaire dont bénéficie le président Bachar el-Assad et la cohésion de l'armée derrière la direction politique, ont fait échouer ce plan. En Égypte, un conflit politique a éclaté sur la nature de la période transitoire et sur le programme de changement. L'alliance entre les généraux et les Frères musulmans —révélée par *Tendance* il y a plusieurs mois—, parrainée par les États-Unis, se positionne comme une force conservatrice, hostile à une réelle démocratisation du pays, et soucieuse de se transformer en nouvelle élite dirigeante agréée par l'Occident. Face à cette alliance se dressent la jeunesse révolutionnaire et certains de gauche et d'obédience nassérienne.

Au Yémen, l'hémorragie continue et Washington est incapable de produire une solution politique susceptible d'empêcher la dégradation de la situation sécuritaire. Le pays sombre dans la violence et le chaos.

Les États-Unis et l'Occident sont incapables de se lancer dans de nouvelles aventures militaires dans le but renouveler le projet colonialiste dans la région. Cette impuissance est le résultat des catastrophes générées par l'invasion de l'Irak et des guerres stériles menées cette dernière décennie.

La profonde crise économique qui frappe les États-Unis et les grands centres occidentaux, et qui est appelée à s'aggraver dans la période à venir, empêche les va-t-en-guerre d'assouvir leurs soif de sang et de larmes.

Par conséquent, les élites pro-occidentales, qui rêvent de conserver le pouvoir dans certains pays arabes sous des formes nouvelles, sont perdues. Leur mentor américain s'enfonce dans une crise structurelle, à cause du problème de la dette, et elles se sentent abandonnées à leur propre sort. Cette situation, conjuguée à l'impossibilité de la puissance impériale à s'engager dans de nouvelles campagnes militaires, ne leur laisse guère un avenir reluisant.

À la lumière de ces réalités, les développements à venir restent imprévisibles et l'alliance israélo-US doit s'attendre à de mauvaises surprises qui ne feront qu'aggraver sa situation stratégique.

La tendance en Syrie

Les « oppositions » peinent à mobiliser la rue

Le vendredi 29 juillet, la mobilisation contre le régime dans les villes syriennes était remarquablement faible, malgré l'énormité des moyens médiatiques mis en place pour inciter les gens à descendre dans la rue. Même si certains médias tendancieux parlent de « centaines de milliers de manifestants », le chiffre réel ne dépassait pas les 50 000 dans l'ensemble de la Syrie. Reconnaissant la faiblesse de la participation populaire, certains opposants ont attribué cette désaffection par le déploiement massif de l'armée et des forces de sécurité qui ont quadrillé, selon eux, le pays. Mais cette explication contredit ce que ces mêmes opposants ne cessent de répéter depuis le début du mouvement de contestation sur la « chute du mur de la peur ». Effectivement, les Syriens n'ont plus peur. Et s'ils ne descendent pas en masse dans les villes du pays, par millions, comme cela s'est produit en Tunisie, en Égypte et au Yémen, c'est qu'ils ne sont pas convaincus de l'aventure dans laquelle certains présumés opposants, qui prêchent la haine interconfessionnelle (comme le cheikh Adnane al-Ahrour), ou qui supplient l'OTAN d'envahir leur pays —comme les participants à la rencontre de Saint-Germain-des-Prés, parrainée par Bernard-Henry Levy— veulent les entraîner.

La majorité des Syriens souhaitent des réformes, plus de liberté et davantage de démocratie. Cependant, ils sont conscients que ce changement ne peut pas venir d'extrémistes qui massacrent 120 militaires et policiers à Jisr al-Choughour, sabotent une voie ferrée dans le but de tuer 500 voyageurs, ou, encore, détruisent aux explosifs un oléoduc, dans la région de Homs. Après que le gouvernement syrien ait approuvé la loi sur le multipartisme, la nouvelle loi électorale et une refonte des médias, les réformes sont sur les rails. La poursuite des actes de violences n'est plus justifiée que par la volonté de faire plier le régime sur des dossiers régionaux, concernant l'occupation états-unienne de l'Irak, ses relations avec l'Iran et son soutien aux résistances libanaise et palestinienne. Dans ce contexte, le général, Leonid Ivashov, président de l'Académie russe des sciences géopolitiques, a indiqué que ce qui se passe en Syrie est une campagne d'envergure exécutée par le Mossad et les pays d'Occident, en particulier les États-Unis et la France, dans le but de démembrer le pays en raison de sa politique indépendante, de son soutien à la résistance contre Israël et de ses relations étroites avec l'Iran.

Selon le général Ivashov les Etats-Unis exécutent actuellement la 3ème étape de leur plan de déstabilisation de la Syrie, consistant à faire passer le cours des événements du stade de la contestation politique à celui des actes de sabotage. La 2ème étape du plan visait à provoquer des confrontations armées avec les forces de l'ordre, alors que la 1ère étape avait focalisé sur le financement et l'armement des groupes extrémistes, en plus du lancement d'une vaste campagne médiatique.

Face à ce plan de déstabilisation qui ne cache plus ses objectifs, le pouvoir syrien ne pouvait rester les bras croisés. Il a accéléré les réformes et a décidé de faire face aux groupes armés qui tentent de prendre le contrôle des villes. C'est dans ce cadre que s'inscrit l'entrée de l'armée dans les villes de Hama et de Bou Kamal, où les insurgés se sont employés à détruire tous les symboles de l'État.

La tendance au Liban

La Résistance protège les ressources nationales

Le secrétaire général du Hezbollah, Sayyed Hassan Nasrallah, a inclus les ressources gazières et pétrolières du Liban dans l'équation dissuasive contre Israël. Il a affirmé que si l'État hébreu tentait de s'emparer de ces richesses, la Résistance riposterait pour protéger la souveraineté et les droits du Liban. Cette menace préventive vise à établir un équilibre de la terreur à vocation dissuasive. La coalition pro-occidentale du 14-Mars a rapidement réagi, accusant Sayyed Nasrallah de mettre la main sur les ressources pétrolières pour justifier le maintien de ses armes. Mais le Hezbollah, lui, ne fait que remplir sa mission qui est de protéger le pays face aux convoitises maintes fois expérimentées d'Israël.

Sayyed Hassan Nasrallah a replacé la Résistance dans son contexte de défense de la patrie, laissant à l'État la mission du tracé des frontières maritimes et de décider où commence et où se termine la Zone d'exclusivité économique (ZEE) du Liban. Cohérente avec elle-même, la Résistance ne cherche nullement à se substituer à l'État, qui reste la seule autorité susceptible d'identifier les droits nationaux.

Le chef du Hezbollah a insisté sur l'importance des ressources libanaises en hydrocarbure, qui sont une richesse nationale qui aura des conséquences positives sur l'ensemble du pays et des citoyens. La nouvelle équation dissuasive permettra aux autorités libanaises de mener leur campagne diplomatique pour le tracé des frontières maritimes et l'exploitation des ressources pétrolières. Contrairement à la récente thèse du président israélien Shimon Peres, selon laquelle la guerre de 2006 aurait affaibli le Hezbollah au point de l'empêcher d'entreprendre la moindre attaque contre Israël, le Hezbollah considère que c'est le renforcement de son arsenal militaire et les menaces de bombarder la profondeur israélienne -un aéroport contre un aéroport, un immeuble contre un autre et, dernièrement, des installations pétrolières contre des installations pétrolières- qui assurent une protection au Liban.

Lorsque Sayyed Nasrallah affirme que la Résistance est plus puissante qu'elle ne l'a jamais été sur les plans de sa cohésion, de son moral et de ses équipements, il sous-entend qu'elle possède encore plus de missiles qu'auparavant. Et en menaçant de bombarder les installations pétrolières israéliennes, il ne lance pas des paroles en l'air, les experts du Hezbollah ayant déjà localisé les plateformes installées au large de Haïfa, d'Ashdod et d'Ashkelon.

Les nouvelles réalités imposées par Sayyed Nasrallah sur le terrain ont immédiatement inquiété Israël. L'ambassadeur des États-Unis au Liban est accouru chez le président de la Chambre Nabih

Berry pour s'informer de ces derniers développements. Par ailleurs, l'émissaire spécial US Frédéric Hoff est attendu prochainement à Beyrouth dans le même but.

Le chef du Hezbollah assure qu'Israël est incapable de lancer une nouvelle guerre contre le Liban, car il n'a pas encore réglé toutes les faiblesses apparues lors de la guerre de juillet 2006. Et toute fuite en avant pour tenter de redistribuer les cartes dans la région, qui ne sont pas actuellement en sa faveur, se solderait par une véritable catastrophe stratégique. En élargissant à la mer l'équation de dissuasion, il éloigne le spectre de la guerre et rétrécit la marge de manœuvre de l'État hébreu, qui, en plus de tous ses soucis géopolitiques régionaux, commence à être agité par une vague de contestation sociale.

Déclarations et prises de positions

Sayyed Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah

« L'un des facteurs primordiaux de la victoire de 2006 a été la détermination et la foi de la Résistance dans la justesse de ses choix. C'est à cause de cette foi que les combattants sont restés dans leurs positions pendant 33 jours dans une Résistance qui est devenue légendaire. En face, les Israéliens ont commencé la guerre avec arrogance, sûrs de leur supériorité, et ils l'ont terminée dans une crise de confiance entre le peuple, l'armée et le gouvernement. Au cours des cinq dernières années, les Israéliens ont tenté de reconstruire la confiance perdue ou ébranlée. Tous les entraînements et les manœuvres organisés ces dernières années visent à atteindre cet objectif. Mais en même temps, en organisant des manœuvres sur le front interne, les Israéliens montrent qu'ils sont désormais incapables de le protéger de la chute des missiles, tout comme ils montrent leur incapacité à détruire les rampes de missiles de la Résistance et à trouver une solution militaire à la question des roquettes lancées sur l'intérieur israélien. S'ils tentent de nouveau une aventure militaire, ils verraient cette fois des missiles pleuvoir sur eux bien loin au-delà de Haïfa. Les derniers propos de Shimon Peres qui a déclaré que la guerre de juillet a permis deux grandes réalisations : pousser Nasrallah dans un sous-sol et assurer le calme à la frontière nord, sont une plaisanterie. Me mettre dans un sous-sol n'a jamais été un des objectifs de la guerre, qui visait plutôt à détruire le Hezbollah et à libérer les détenus. Quant au calme au nord, il régnait depuis le 25 mai 2000, lorsque la terre a été libérée, car la Résistance n'est pas un projet de guerre, mais vise à défendre le pays, son peuple et sa dignité.

La Résistance est plus forte que jamais, sur le plan de sa cohésion, de son entraînement, de son moral et de sa confiance en elle et en Dieu ; aux Israéliens, nous disons : Au Liban, vous ne connaîtrez que le goût de la défaite. Renoncez donc à vos rêves pour toujours. Concernant le dossier des ressources pétrolières, le Liban considère avoir une superficie de 22 500 km² qui regorgerait de gisements pétrolifères. Dans cette superficie, il y a une zone de 850 km² qui se situe à la frontière la Palestine occupée, et qui est réclamée par les Israéliens. Israël a ainsi procédé seul à son propre tracé dans lequel il a inclus cette zone. Le Hezbollah considère que le tracé des frontières relève de la responsabilité de l'État. Si celui-ci considère qu'il y a encore une zone qui lui appartient et qui est revendiquée par d'autres, c'est à ce moment-là que la Résistance intervient. Nous avons pleine confiance dans le gouvernement pour réclamer les droits du Liban. Nous l'invitons à accélérer le processus et à entamer au plus tôt les travaux d'extraction et de forage, Et nous mettons Israël en garde de toucher à nos installations pétrolières, car les siennes le seront aussi. Si Israël tente une nouvelle aventure au Liban, la victoire sera au rendez-vous pour la Résistance et toutes les menaces et les manœuvres militaires ne servent qu'à reconstruire la confiance perdue des Israéliens dans leur gouvernement et leur armée. De même, s'il touche aux ressources pétrolières du Liban, même dans la zone de 850 km² que le Liban revendique, la

Résistance considérera qu'il s'agit d'une agression et elle est en mesure de défendre les eaux territoriales comme elle l'a fait avec la terre. Nous invitons tous les Libanais à appuyer le gouvernement dans le traitement de ce dossier qui sera bénéfique pour tout le pays et appelons les Libanais à préserver leurs éléments de force, en particulier l'équation armée-peuple-Résistance. »

Samir Geagea, leader chrétien allié de Saad Hariri

« (S'adressant à Sayyed Hassan Nasrallah, ndlr) Qui vous a chargé de défendre les intérêts du Liban dans son pétrole et son gaz ? Qui a confié à Sayyed Nasrallah la mise en place d'une stratégie du Liban de ses droits dans le dossier du pétrole en Méditerranée ? Sayyed Nasrallah se considère comme le tuteur du Liban. Nous refusons ce fait car les institutions constitutionnelles sont les seules garantes. La responsabilité des propos de Sayyed Hassan incombe aux responsables qui le laissent agir de cette façon en se substituant à l'autorité de l'État. Pour quelles raisons Sayyed Nasrallah hausse le ton ? Le secrétaire général du Hezbollah a défini sa stratégie indépendamment de toutes les institutions. C'est une grave erreur. Il ne faut plus fragiliser le rôle de l'Armée. L'équation armée-peuple-Résistance signifie que la Résistance avance et que l'armée et le peuple la suivent car l'institution militaire, aux yeux du Hezbollah, est une force de soutien à la Résistance. Les dernières déclarations de Sayyed Nasrallah reflètent des intérêts économique qui sont l'un des sujet du conflit entre l'Iran d'un côté, les arabes et la communauté internationale de l'autre. Le Hezbollah est l'un des outils de la force iranienne et son extension au Moyen-Orient. »

Nawaf Moussaoui, député du Hezbollah

« La Résistance n'a besoin du certificat de personne pour confirmer sa légitimité ou celle de ses armes. C'est elle qui accorde des certificats à ceux qui n'ont pas suivi la voie de la résistance. Celui qui a besoin d'un certificat pour sa légitimité est celui qui a plié l'échine devant l'Israélien et qui a choisi d'être un informateur auprès de l'ambassade des États-Unis. Ce ne sont ni les résolutions internationales, ni le soutien de l'administration états-unienne, ni l'aide des gouvernements occidentaux qui ont libéré notre pays. La terre a été libérée par la Résistance. Israël a commencé à édifier des aéroports de substitution à Eilat en prévision de la guerre. Ces aéroports ou les bases de substitution seront des cibles faciles à la portée des roquettes de la Résistance. Cinq ans après l'agression de juillet, l'ennemi n'est toujours pas capable de préparer une nouvelle confrontation. Cinq ans après la guerre, la Résistance a encore des longueurs d'avance sur l'ennemi. »

Michel Aoun, principal leader chrétien libanais, allié du Hezbollah

« Je félicite les Libanais pour la victoire enregistrée il y a cinq ans par la Résistance contre Israël. Le Courant patriotique libre et le peuple libanais sont toujours au rendez-vous, malgré les voix dissonantes qui ne réalisent pas l'importance de la victoire et son impact sur les Libanais et leur avenir. L'avenir du Liban dépend de la pérennité de la Résistance. L'État d'Israël est un pays ennemi qui souhaite étendre son hégémonie et son contrôle sur la région. En tant que nation, nous ne pouvons pas exister sans appuyer la Résistance. C'est ce qui explique l'importance de l'équation principale qui est celle du Peuple, de l'Armée et de la Résistance, tous unis face à l'ennemi. Nous assistons actuellement au début de l'effondrement de l'État d'Israël, et cet effondrement ne s'arrêtera pas en cours de route, parce qu'il est difficile de remonter le moral des Israéliens du fait qu'ils ne font que parler de la paix sans parvenir à la réaliser. »

Général Jean Kahwaji, commandant en chef de l'Armée libanais.

« Soixante six ans se sont écoulés depuis la fondation de l'Armée, et votre mission reste fixe, sans aucune modification : défendre le Liban, son unité, sa souveraineté et la dignité de ses fils. Aujourd'hui, et avec la formation du nouveau gouvernement, je vous appelle à être le bras ferme de l'État sur la voie du redressement et du développement, et à réprimer les germes de la discorde, ainsi que toute personne portant atteinte à la paix civile, qu'il s'agit de terroristes, d'espions ou de saboteurs, quelles que soient leurs appartenances. »

Sachez que votre disponibilité permanente sur les frontières du Sud, afin de faire face aux intentions agressives cachées de l'ennemi israélien contre la patrie, constitue votre tâche principale qui mérite tout effort et sacrifice. Cette mission ne s'accomplit qu'à travers votre coopération étroite avec la FINUL en vue de préserver la stabilité de cette région, et déjouer les complots criminels de l'ennemi et ses violations continues de la souveraineté libanaise, et de la résolution 1701 promulguée par le Conseil de Sécurité. Cette tâche ne s'accomplit aussi qu'à travers l'engagement à offrir le soutien à votre peuple résistant, tout en s'attachant au droit légitime du Liban de bénéficier de son potentiel national qui réside en son armée, son peuple et sa Résistance, tant que cet ennemi persiste à occuper une partie de notre sol national, et refuse d'accepter les conditions de la paix juste et globale confirmées par les accords et les chartes internationaux. »

Mikhaïl Bogdanov, vice-ministre russe des Affaires étrangères

« La Russie rejette toute ingérence étrangère dans les affaires intérieures de la Syrie. Elle estime que le moyen le plus efficace pour régler les problèmes intérieurs est le dialogue national via les réformes dans les différents domaines. La Russie soutient les efforts déployés par la Syrie pour poursuivre le dialogue national. Nous espérons que ce dialogue aboutira, d'autant que la direction syrienne avait adopté nombre de programmes et de plans de réforme qui doivent être exécutés d'une manière active et rapide. »

Presse

As Safir (Quotidien libanais proche de la nouvelle majorité, 29 juillet 2011)
Imad Marmal

Le dernier communiqué publié par le bloc parlementaire du Courant du futur constitue une escalade dans le conflit intérieur et une dégradation de la relation entre ce courant et le Hezbollah. Comment se comportera le Hezbollah face à cette flambée de l'offensive contre lui ? Les préoccupations stratégiques du secrétaire général du parti, Sayyed Hassan Nasrallah, sont la priorité pour lui : renforcement du potentiel de la Résistance, lutte contre les tentatives de fomenter une discorde sectaire, réussite de l'action gouvernementale... De plus, les hauts dirigeants du Hezbollah estiment qu'il est de leur devoir de supporter les offensives politiques ou verbales pour défendre ceux qui ont consenti de très grands sacrifices afin de libérer la terre occupée. Enfin, ils sont convaincus que la campagne contre la Résistance ne date pas d'aujourd'hui et qu'il y en a qui attendent la Résistance au tournant en invoquant différents prétextes qui changent au gré des circonstances.

As Safir (26 juillet 2011)

Imad Marmal

C'est étrange, voire politiquement absurde qu'une polémique fasse rage au sujet des armes de la Résistance au moment où Israël tente d'imposer un fait accompli maritime au Liban pour mettre la main sur une partie de ses ressources pétrolières et gazières. Face à un tel défi, si les armes de la

Résistance n'existaient pas, il faudrait les inventer afin de protéger ces ressources. Il est donc paradoxal que certains refusent tout dialogue qui ne garantisse pas le désarmement de la Résistance. Ce dossier a été dernièrement à l'ordre du jour d'un entretien entre le président de la Chambre des députés Nabih Berry et le représentant du secrétaire général de l'Onu au Liban Michaël Williams. La discussion a notamment porté sur la compétence des Nations unies en matière de délimitation des frontières maritimes entre le Liban et la Palestine occupée. Selon Michaël Williams, la résolution 1701 ne prévoit pas une telle démarche et la Finul n'est donc pas compétente en la matière. Mais le président Berry a fait valoir que ces propos manquaient de précision, dans la mesure où la Finul comporte une composante navale, ce qui permet de supposer que les Nations unies peuvent aider au tracé des frontières. Son interlocuteur ayant campé sur sa position, Berry a haussé le ton en affirmant que lorsqu'il s'agit de défendre nos ressources pétrolières, nous ne lésinerons pas sur les moyens pour contrer toute violation ou agression.

As Safir (28 juillet 2011)

Daoud Rammal

Une source officielle relève des points communs aux attentats terroristes commis sur le sol libanais, ce qui prouve qu'une seule partie en est responsable : L'attentat –contre les Français de la Finul- a lieu dans une zone inhabitée où les déplacements sont faciles sans provoquer de suspicions ; de nombreux facteurs politiques parfois contradictoires entrent en jeu dans le secteur de la ville de Saïda et de ses alentours, d'où la difficulté d'attribuer la responsabilité politique de l'attentat à une partie déterminée ; la charge explosive rappelle celles utilisées dans les attentats précédents. Selon la même source, il est fort probable que l'attentat ne visait pas le contingent français en tant que tel, mais plutôt n'importe quel contingent qu'il s'avère possible de prendre pour cible sur le terrain. Il est donc peu probable que cet attentat terroriste ait des visées en rapport avec un certain rôle français au Liban-Sud ou une politique française déterminée au Liban ou dans la région. Cet attentat prenait pour cible la FINUL dans son ensemble et non un contingent déterminé. La même source appelle les responsables libanais à ne pas instrumentaliser ces incidents dangereux dans le cadre de leurs tiraillements politiques intérieurs pour ne pas assurer aux terroristes un environnement politique favorable à leurs noirs desseins, ce qui mettrait encore plus en danger la Finul et les Libanais dans leur ensemble et entraverait la recherche de la vérité.

As Safir (27 juillet 2011)

L'Armée libanaise a arrêté près de 25 personnes aux fins de l'enquête dans l'attentat contre une patrouille française de la Finul, parce qu'elles se trouvaient sur les lieux au moment de l'explosion. Des enquêteurs français et italiens contribuent aux recherches aux côtés des enquêteurs de l'armée. La charge explosive pèse entre 6 et 8 Kg de TNT, elle était reliée à un fil électrique, technique très ancienne, pour court-circuiter les radars de détection d'explosifs. Le groupe responsable de l'attentat avait donc suffisamment de temps pour préparer le scénario. Selon Associated Press, le commandant en chef de la Finul, le général Asarta n'a pas accusé de partie déterminée : « Al-Qaëda et le Jihad Islamique, pourquoi pas ? Les Palestiniens, pourquoi pas ? Les Syriens, pourquoi pas ? Israël, pourquoi pas ? Peut-être s'agit-il d'individus. Regardez ce qui s'est passé à Oslo il y a quelques jours ».

Le député Walid Joumblatt craint que le but ne soit de créer un vide au Liban-Sud, sans que cela ne signifie le retrait total de la Finul, mais cela conduira à la présence d'une écorce de Finul uniquement. Conséquence : possibles infiltrations pour mettre en danger Liban-Sud et l'ensemble du pays au profit d'Israël.

As Safir (27 juillet 2011)

Le commandant en chef de l'armée, le général Jean Kahwaji, effectue prochainement une visite aux États-Unis après sa visite en France qui avait généralement les mêmes objectifs : discuter de la coopération militaire entre les deux armées surtout après les rumeurs sur la possible suspension des aides militaires françaises et états-uniennes au Liban. La visite-éclair du général US Vincent Brooks à Beyrouth et les déclarations de l'ambassadeur de France au Liban Denis Pietton ont vite démenti ces rumeurs et confirmé la poursuite du soutien français et états-unien à l'Armée libanaise. Des sources diplomatiques affirment que les responsables français ont insisté devant le général Kahwaji sur le rôle de l'Armée libanaise dans la préservation de la paix civile et la stabilité et l'application de la résolution 1701. La France, qui participe à la Finul, pourrait s'intéresser davantage au renforcement de l'armée pour garantir la stabilité et l'application de la 1701. Les mêmes sources expliquent que la visite de Kahwaji à Washington a globalement le même objectif, à savoir : discuter de la poursuite et du possible développement du programme de coopération militaire. Quant aux appels à suspendre les aides à l'Armée libanaise, ils s'inscrivent dans le cadre du débat politique interne américain et de la pratique démocratique où chaque député a le droit d'exprimer son opinion.

As Safir (26 juillet 2011)

Wassef

Awada

L'attitude des ambassadeurs étrangers au Liban qui multiplient les apparitions médiatiques et s'expriment au sujet des affaires intérieures libanaises à tout propos et hors de propos est inacceptable. Aucun ministre des Affaires étrangères dans l'histoire du Liban n'a pu brider l'élan de ces diplomates et les obliger à respecter les lois et les protocoles diplomatiques. Conséquence : une hégémonie de ces diplomates sur les écrans de télévision et les médias dans un pays pourtant souverain. La responsabilité n'en incombe pas seulement à ces ambassadeurs. Le laisser-aller diplomatique qui règne au Liban est également de la faute des hauts responsables et des journalistes libanais, qui assument une large part de responsabilité. Le ministre des Affaires étrangères et le gouvernement doivent faire appliquer les règles diplomatiques internationales ainsi que le principe de réciprocité parce que les ambassadeurs ne doivent pas franchir certaines lignes rouges.

An Nahar (Quotidien libanais proche du 14-Mars, édition du 29 juillet 2011)

Rosette

Daher

L'attentat contre le véhicule français de la Finul, à Saida, a affecté le mouvement des Casques bleus qui ont réduit le nombre de leurs patrouilles à l'intérieur des villages et près de la ligne bleue, tout en maintenant les postes fixes, surtout près de la barrière technique frontalière. Cependant, la force internationale n'a pas appliqué de mesures renforcées. Le contingent français a considérablement réduit le nombre de ses patrouilles en attendant les résultats de l'enquête sur le dernier attentat, et il semblerait que les autres contingents aient décidé d'en faire de même.

An Nahar (29 juillet 2011)

Rosanna Bou Mounsef

La Turquie s'éloigne-t-elle vraiment du dossier syrien ? Des sources diplomatiques arabes signalent que les pays du G8 ont effectivement mandaté la Turquie pour traiter avec le régime syrien. Elles ajoutent que l'Iran a mis en garde la Turquie contre le risque d'intervenir en Syrie. Même des responsables proches de la Syrie au Liban affirment que l'Iran accorde des aides matérielles et

logistiques importantes au régime syrien. Quoi qu'il en soit, il semblerait qu'il existe des divergences autour du dossier syrien au sein du leadership turc, entre le commandement politique et le commandement militaire.

An Nahar (28 juillet 2011)

Des sources proches du président du Parlement Nabih Berry ont déclaré qu'il s'est informé auprès de l'ambassadrice des États-Unis, Maura Connelly, lors de leur réunion, de la date de la visite de l'émissaire US au Moyen-Orient Frédéric Hoff à Beyrouth. Elle lui a répondu qu'elle ne possédait aucune information à ce sujet. Elle a ajouté que la position des États-Unis concernant la question pétrolière est d'y remédier via les Nations unies.

Selon les sources de M. Berry, Connelly lui a demandé pourquoi le Liban ne prend pas l'initiative de travailler dans les limites de ses eaux territoriales, et n'invite pas les entreprises à commencer l'extraction comme l'a fait Israël dans des zones qui ne sont pas contestés à l'intérieur de ses frontières. La réponse de Berry a été : « En ce qui nous concerne, nous disons que dans les zones contestées ou autres, il est important de tracer la frontière maritime entre les deux parties, et si quelqu'un tente ou cherche à signer un accord de paix entre le Liban et Israël pour régler la question du pétrole, cela n'aura pas lieu, ni maintenant ni jamais .

En réponse à une question, M. Berry a répondu, qu'« il est possible que les deux parties –Le Liban et Israël- travaillent comme ils l'ont fait depuis l'Accord d'avril 1996 jusqu'à aujourd'hui, c'est-à-dire à travers des réunions organisées entre des officiers libanais et israéliens sous la supervision des Nations unies pour discuter de cette question.

An Nahar (28 juillet 2011)

Khalil Fleihane

Les attentats perpétrés contre la Finul ne semblent pas viser la force internationale en tant que telle, mais certains pays en particulier. Les soldats espagnols ont été visés en 2007, le contingent italien en mai dernier et le dernier attentat a ciblé le contingent français. L'Espagne, l'Italie et la France sont trois pays européens qui jouent un rôle essentiel dans la Finul et qui ont tous les trois assuré le commandement de la force internationale à un moment donné.

Les enquêtes n'ont pu établir les responsabilités dans aucun des trois attentats. C'est ce qui encourage sans doute les criminels à repasser à l'attaque. Les enquêtes partent généralement de l'idée qu'un groupe palestinien basé dans le camp d'Aïn el-Helwé est responsable de l'agression, même si cette responsabilité n'a jamais été établie.

Des sources diplomatiques rapportent qu'elles ont informé les responsables libanais de leur souhait de voir le déploiement et les prérogatives de l'Armée libanaise élargis. Elles souhaitent également l'établissement de « points de rassemblement » pour la Finul, afin d'éviter d'une part les problèmes avec les habitants des villages, et afin de protéger d'autre part les Casques bleus en cas d'agression israélienne de grande envergure. À en croire les rumeurs, cette agression éventuelle pourrait avoir lieu en septembre prochain.

An Nahar (26 juillet 2011)

Ali Hamadé

Le Hezbollah compte un député bavard qui considère comme des saints les meurtriers de Rafic Hariri. Le Hezbollah considère que ses adhérents sont au-dessus des humains. Mais voilà que l'acte d'accusation vient dévoiler la vérité d'une organisation qui n'hésite pas à tuer de grands hommes dans le cadre de ses tentatives de contrôler le pays du Cèdre. La logique de ceux qui sanctifient les assassins est la logique de la guerre civile par excellence. Aux yeux des indépendantistes, les assassins restent des assassins même s'ils sont sanctifiés par un député bavard. Le dialogue est bon en principe mais comment peut-il être utile si un revolver est placé sur la table ? Ce dialogue ne doit démarrer qu'après avoir proclamé Tripoli et Beyrouth villes sans armes.

L'Orient-Le Jour (Quotidien libanais francophone proche du 14-Mars. édition du 28 juillet 2011)
L'ambassadeur de France à Beyrouth, Denis Pietton, a souhaité que « les autorités libanaises renforcent le contrôle de la sécurité, notamment dans les régions qui ne font pas partie du cadre de la Finul ». L'ambassadeur français a affirmé que « ce qui s'est passé est un acte de lâcheté contre des soldats qui œuvrent pour la stabilité du Liban et de la région ». Déclarant que le moral des soldats victimes de l'attentat est « fort », il a tenu à rappeler que leur mission s'inscrit dans le cadre de la résolution 1701. D'ailleurs, le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, a insisté sur le fait que la présence du contingent français répond à la mise en application de cette résolution, qui implique en outre « une coopération avec l'armée libanaise ».

Al Akhbar (Quotidien libanais proche de la nouvelle majorité, 27 juillet 2011)

Jean Aziz

Dans le village de Lassa (Jbeil), des gens qui prétendent être proche du Hezbollah ont profité de la force du parti pour enfreindre à la loi et faire main basse sur des terrains qui appartiennent au patriarcat maronite. Ce genre d'abus est plus dangereux pour la Résistance que le Tribunal Spécial pour le Liban (TSL) ou qu'une frappe israélienne. Le problème reste cependant limité à des gens proches du parti, ou qui font partie de la base populaire du parti. Dans le cas du Courant du futur, par contre, le problème se trouve à la tête de la pyramide : Saad Hariri occupe une maison qu'il s'est approprié par des voies illégales, tout comme Solidere s'est approprié tout le centre de Beyrouth par la voie de la fraude et de l'usurpation.

Al Akhbar (26 juillet 2011)

Abdel Kafi Samad

L'évolution des tendances politiques à dans la ville Tripoli, chef-lieu du Liban-Nord, au cours des dernières années, mérite que l'on s'y attarde. Les événements de mai 2008 ont instauré un climat d'hostilité envers la Résistance, qui a été exploité par le Courant du futur dans les élections de 2009. Avec la chute du gouvernement Hariri et l'accession de Najib Mikati à la tête d'un gouvernement dans lequel la ville est largement représentée, la popularité de Saad Hariri a commencé à reculer dans la ville. La remise de l'acte d'accusation du TSL et l'apparition télévisée de Hariri qui a suivi ont été froidement accueillis. Des observateurs s'attendent déjà à la formation d'un troisième courant dans les rangs des sunnites de Tripoli : Sans être l'allié du Hezbollah, ce courant ne serait pas hostile à la Résistance.

Al Akhbar (25 juillet 2011)

Ibrahimal-Amine

La nouvelle opposition (le 14-Mars, ndlr) n'a pas de programme et se contente de réagir à la réalité

sans prendre d'initiatives concrètes. Habitée à attendre l'aide extérieure, elle trouve aujourd'hui les pays étrangers occupés par leurs propres affaires. L'Arabie saoudite est le théâtre d'une lutte pour le pouvoir au sein de la famille royale. Bahreïn est encore plongé dans ses problèmes. L'Europe a confié le dossier à la France, ce vieux pays qui s'imagine de temps en temps qu'il retrouve sa jeunesse, tantôt au Liban, tantôt en Syrie, et qui semble en passe de se transformer en bouc-émissaire après les scandales liés aux révoltes arabes, surtout en Tunisie et en Égypte, et la désillusion de l'Otan en Libye. Quant aux États-Unis, ils ne s'intéressent qu'à la sécurité d'Israël. Lassés des plaintes interminables des représentants du 14-Mars, Washington leur demande des actions concrètes. Ces derniers n'ont plus qu'une carte à jouer : l'acte d'accusation du TSL. Les voilà qui s'emploient de toutes leurs forces à obtenir la publication de l'acte d'accusation pour le présenter comme une vérité absolue.

Al Hayat (Quotidien saoudien-27 juillet 2011)

Paris, Randa Takieddine

L'entretien Juppé-Hague à Londres a notamment porté sur les dossiers syrien et libyen. Les choses semblent claires en ce qui concerne le dossier libyen, parce qu'il y a une stratégie claire et parce que l'opposition qui s'est formée peut constituer un substitut au régime Kadhafi. La situation en Syrie est plus compliquée. Pourquoi aucun leader occidental n'a encore dit qu'Assad doit partir ? Les responsables occidentaux s'interrogent d'abord sur l'alternative en cas de chute du régime syrien. Qui forme l'opposition ? Comment s'organisera-t-elle ? L'inquiétude est liée également à l'impact possible sur les pays voisins : Liban, Irak, Jordanie, Israël, Turquie...

Gulf News (Quotidien anglophone émirati, 25 juillet 2011)

Lorsque qu'a été annoncée la formation du nouveau gouvernement au Liban, un vent nouveau s'est levé. Le pays qui s'est perdu entre la guerre civile et l'ère Hariri ouvre, cette fois pour de vrai, une nouvelle page de son histoire récente, bousculée depuis le retrait des troupes syriennes. Sont apparus les appels émis par le peuple, sommant leurs leaders de faire abstraction de l'extérieur et ainsi de libérer le pays de l'emprise du sectarisme.

L'ère Mikati qui s'ouvre est pleine de promesses et d'espérances qui reflètent le sentiment de la rue. Cependant, le danger d'un pouvoir concentré dans les mains d'une seule partie persiste, comme à l'époque Hariri. Un tel dispositif amène la corruption, l'ingérence étrangère en échange d'avantages bon marché, sacrifiant ainsi la souveraineté du Liban et celle de son peuple. Il a mis en péril l'héritage historique de ce pays, fructifié par des artistes et des penseurs de haute renommée. Il a détruit les derniers bastions de la démocratie et de la Constitution.

Pierre Khalaf

Source

New Orient News (Liban)

Sources : :« Des illusions parties très vite en fumée », par Pierre Khalaf, New Orient News (Liban), *Réseau Voltaire*, 1er août 2011, www.voltairenet.org/a170933

Chercheur au Centre d'Etudes Stratégiques Arabes et Internationales de Beyrouth.